



Quelle croissance à court terme ?

De nombreuses études parues ces derniers jours donnent des prévisions de croissance assez contrastées pour la fin de l'année. Ainsi l'Enquête mensuelle de conjoncture de la Banque de France publiée lundi 9 décembre mise sur une reprise de la croissance pour le quatrième trimestre 2013 de 0,5 % (contre 0,4 % prévu précédemment) en se basant notamment sur une nette hausse de la production et des livraisons dans l'industrie. Par ailleurs, l'enquête mensuelle de la Banque de France fait apparaître une hausse de 1 point de l'indice du climat des affaires et de l'industrie, par rapport à octobre, à 101 points. Au final : « Selon l'indicateur synthétique mensuel d'activité (ISMA), le produit intérieur brut progresserait de 0,5 % au quatrième trimestre 2013 ». Dans le même temps l'OCDE, qui a publié lundi 9 décembre ses Indicateurs Composites Avancés (ICA), note que « dans la zone euro dans son ensemble, comme en France et en Italie, les ICA continuent d'indiquer une inflexion positive de la croissance ». Ces deux études positives contrastent avec les résultats de la récente enquête de conjoncture du cabinet Markit du 4 décembre qui livre une évaluation négative et des prévisions à la baisse pour la fin d'année. L'enquête de conjoncture se base sur deux indices : l'indice final Markit de l'activité de services en France et l'indice final Markit de l'activité Globale en France qui se replie tous les deux à 48.0 au plus bas depuis 5 mois, ce qui, pour le cabinet, fait craindre « une nouvelle baisse du PIB au quatrième trimestre, baisse qui ferait de nouveau basculer l'économie française en récession. »

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

Union européenne

1 - BCE

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 5 décembre, a décidé de laisser inchangés les taux d'intérêt directeurs de la BCE. M. Draghi, Président de la BCE, a déclaré, lors de sa conférence de presse : « Les tensions sous-jacentes sur les prix dans la zone euro devraient rester contenues à moyen terme. Corroborant ce scénario, les évolutions monétaires et celles du crédit demeurent atones. Dans le même temps, les anticipations d'inflation à moyen et à long terme pour la zone euro continuent d'être solidement ancrées à un niveau compatible avec notre objectif de maintenir l'inflation à des niveaux inférieurs à, mais proches de 2 % ». (...) « L'orientation de notre politique monétaire demeurera accommodante aussi longtemps que nécessaire et continuera ainsi de soutenir la reprise progressive de l'économie dans la zone euro. Dans ce contexte, le Conseil des gouverneurs a confirmé ses indications sur la trajectoire future des taux directeurs de la BCE et continue de prévoir que ces taux resteront à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée. Cette anticipation demeure fondée sur le maintien à moyen terme de perspectives d'inflation globalement modérées, compte tenu de la faiblesse généralisée de l'économie et de l'atonie des évolutions monétaires. »

2 - Eurostat

Eurostat a publié le taux de chômage corrigé des variations saisonnières de la zone euro (ZE17). Il s'est établi à 12,1 % en octobre 2013, en légère baisse par rapport à septembre (12,2 %). Dans l'UE28, le taux de chômage a été de 10,9 %, stable par rapport au chiffre relevé en septembre. Dans les deux zones, les taux ont augmenté de façon significative par rapport à octobre 2012, où ils se situaient respectivement à 11,7 % et 10,7 %. En octobre 2013, 26,654 millions de personnes étaient au chômage dans l'UE28 dont 19,298 millions en zone euro. Par rapport à septembre 2013, le nombre de chômeurs a diminué de 75 000 dans l'UE28 et de 61 000 en zone euro. Parmi les états membres, les taux de chômage les plus faibles ont été enregistrés en Autriche (4,8 %), en Allemagne (5,2 %) et au Luxembourg (5,9 %) ; à l'inverse, les plus élevés se retrouvent en Grèce (27,3 %) et en Espagne (26,7 %).

Actualité législatives

Publications au Journal Officiel

Loi n° 2013-1029 du 15 novembre 2013 portant diverses dispositions relatives aux outre-mer a été publiée au JORF http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=F2020EE0EA839DDCEEBDB9F3E6053014.tpdjo16v_1?cidTexte=JORFTEXT000028199705&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=

Divers

Publications Banque de France

Focus numéro 10 du 5 décembre : [Les dangers liés au développement des monnaies virtuelles : l'exemple du bitcoin.](#)

Nomination

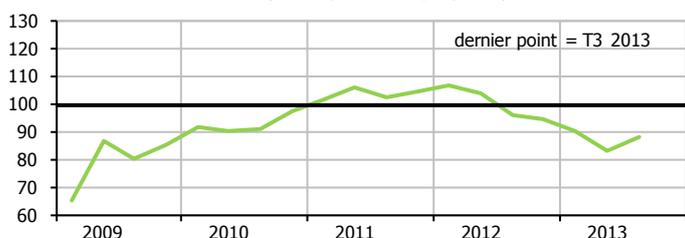
Nomination de Marie-Anne Barbat-Layani au poste de directrice générale de la Fédération Bancaire Française (FBF) à compter du 2 janvier 2014, en remplacement d'Ariane Obolensky.

SUIVI DE PLACE ET ACTIVITÉS DE L'INSTITUT

Redressement fragile de l'activité

L'indicateur du climat des affaires (ICA) se redresse au troisième trimestre 2013, après cinq trimestres consécutifs de baisse. Il s'améliore de près de 6 points par rapport au deuxième trimestre, mais demeure encore bien en deçà de la moyenne de longue période (-11,1 points). Cette progression s'explique principalement par l'appréciation positive portée par les chefs d'entreprise sur l'activité du trimestre écoulé ainsi que par une moindre dégradation des délais de paiement de la clientèle.

Indicateur du climat des affaires à la Guadeloupe
(100=moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture IEDOM

En dépit d'une inflation contenue, la consommation des ménages repart à la baisse après un léger sursaut au trimestre précédent. Le marché du travail poursuit sa stabilisation mais reste dégradé. L'investissement montre toujours des signes de faiblesse en raison d'une diminution de la demande interne et d'un manque de visibilité des dirigeants d'entreprise. Les échanges commerciaux se tassent.

Si la plupart des chefs d'entreprises interrogés par l'IEDOM font état d'une légère hausse de l'activité pour la première fois depuis début 2012, ils restent pessimistes pour le quatrième trimestre 2013. Une baisse de l'activité est attendue pour la fin d'année ainsi qu'une nouvelle dégradation des délais de paiement de la clientèle.

Des indicateurs financiers globalement moroses

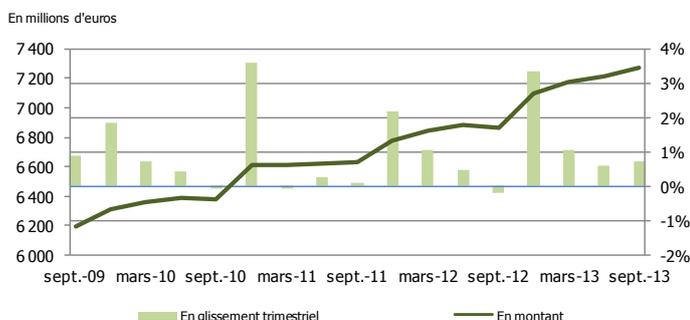
L'activité économique de la Guadeloupe reste fragile au troisième trimestre 2013, impactant sensiblement l'activité bancaire.

L'encours des crédits consentis à l'économie, qui totalise 8 milliards d'euros, enregistre sa plus faible progression depuis septembre 2012 (+0,2 %). Sur un an, le rythme de croissance est relativement stable (+3,9 % après +3,8 % à fin juin).

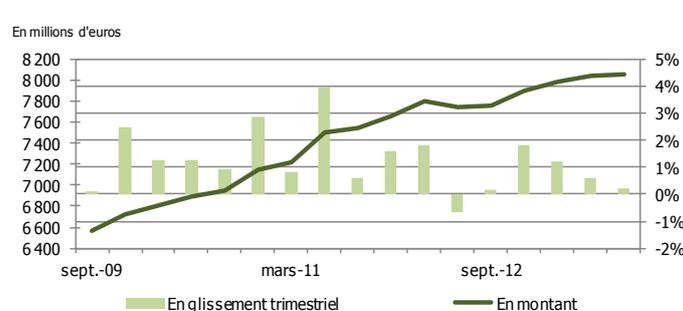
Les crédits aux entreprises marquent le pas (-0,9 %), en raison notamment d'une nouvelle contraction des crédits d'investissement. À l'instar d'un recul de la consommation des ménages dans le département au troisième trimestre, le financement des ménages peine pour sa part à redémarrer (+0,8 %). Seuls les crédits alloués au secteur public sont bien orientés (+2,7 %).

La collecte nette d'actifs financiers est également peu dynamique, en hausse de 0,7 % sur le trimestre. Si les placements des entreprises se redressent à fin septembre, ceux des ménages montrent des signes d'essoufflement.

Évolution des actifs financiers



Évolution des concours bancaires



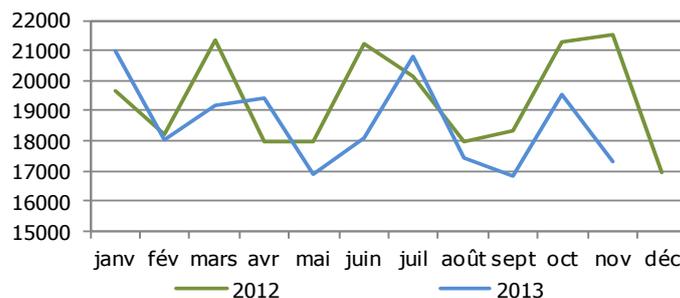
Ventes de ciment : l'écart avec 2012 se creuse

Les ventes totales de ciment en Guadeloupe affichent un nouveau recul sur un an (-19,5 % en novembre après -8,2 % au mois d'octobre) creusant encore le déficit par rapport à l'année dernière.

En cumulé depuis le début de l'année, 204 559 tonnes de ciment ont été vendues sur le marché local, contre 215 469 tonnes un an auparavant (soit -5,1 % en glissement annuel).

Dans le détail, les ventes en vrac, généralement destinées aux travaux publics enregistrent une baisse de 6,6 %. Les ventes en sacs, dévolues d'ordinaire à la construction privée, diminuent de 2,4 %.

Vente de ciment



Source : LAFARGE Ciments Antilles

Publication des notes conjoncturelle et monétaire

L'IEDOM vient de publier les notes « Tendances Conjoncturelles » et « Évolutions monétaires » pour le 3^e trimestre 2013. Ces publications sont téléchargeables librement sur le site internet : <http://www.iedom.fr>

BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

La Guadeloupe accueille la conférence de coopération régionale

La conférence annuelle de coopération régionale Antilles et Guyane s'est déroulée au complexe World Trade Center (WTC) à Jarry les 7 et 8 novembre. Cette édition a été organisée autour de trois ateliers : le renforcement de l'attractivité régionale des collectivités, la promotion de leur insertion économique et la réussite de leur insertion au sein des organisations régionales que sont l'AEC (Association des États de la Caraïbe), la Caricom (Communauté des Caraïbes) et l'OECE (Organisation des États de la Caraïbe orientale).

Des investisseurs chinois en visite à la Guadeloupe

Une délégation d'entrepreneurs chinois a entrepris une mission exploratoire en Guadeloupe afin d'étudier et d'apprécier les potentialités de la destination. Durant leur séjour, la délégation a rencontré les acteurs institutionnels et privés parmi lesquels, le président de Cap Excellence, les dirigeants du Comité du Tourisme des Iles de Guadeloupe et le Conseil Régional. Les investissements chinois sont déjà présents dans la Caraïbe avec, par exemple, la construction du Windsor Park Stadium à Roseau à la Dominique.

Projet de décret portant sur la fixation des prix des carburants dans les DOM

L'application du décret portant sur la fixation des prix des carburants dans les DOM est prévu au 1^{er} janvier 2014. Ce projet de décret, visant à réguler les marges des compagnies pétrolières dans les DOM, suscite la vive opposition de ces entreprises et des gérants de station-service. Actuellement, le prix des carburants est fixé chaque mois par le Préfet et dépend d'un décret de novembre 2010 de l'ancienne ministre Marie-Luce Penchard (UMP). La révision de ce décret était un engagement de campagne de François Hollande vis-à-vis des Outre-mer.

ACTUALITÉ RÉGIONALE

Visite du Premier Président de la Cour de comptes aux Iles du Nord

La Cour des comptes a rendu public, le 25 novembre 2013, un rapport sur l'autonomie fiscale en Outre-mer. Sont concernés la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon et Wallis-et-Futuna. Nonobstant le statut spécifique de la Nouvelle-Calédonie, ces six territoires ont en commun, pour l'exercice de nombreuses compétences, un régime institutionnel de large autonomie. Cette particularité constitutionnelle les différencie des autres collectivités de la République, y compris des départements et régions d'Outre-mer. La Cour et les chambres territoriales des comptes analysent en détail la fiscalité et les contextes territoriaux atypiques de ces Collectivités et formulent six recommandations portant sur l'assiette et le recouvrement de l'impôt, les dispositifs fiscaux et les statistiques économiques et fiscales.

Par ailleurs, le Premier Président de la Cour des comptes s'est rendu à Saint-Martin et à Saint-Barthélemy les 2 et 3 décembre, où il a participé à des réunions de travail avec les élus et les acteurs économiques et sociaux de chaque collectivité.

Une nouvelle ligne maritime à Saint-Martin

Le port de Galisbay a accueilli un nouveau cargo, le « Martha », le 1^{er} décembre 2013. Le navire fera escale à Galisbay chaque mois, afin de décharger principalement des containers, des véhicules et du matériel venus d'Europe et de la Caraïbe. Une nouvelle ligne a donc pris naissance entre Angers (France), Ipswich (Angleterre), Saint-Martin, Ste-Lucie, Trinidad, le Suriname et la Guyane française. Il s'agit d'un évènement important pour le développement économique du Port et de la Collectivité de Saint-Martin.

PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE REFERENCE					Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Prix (Source : Insee)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	Guadeloupe France entière	Octobre 2013		127,5 127,3	-1,0 % -0,1 %	-0,3 % 0,6 %
Demandeurs d'emploi (Source : Dicccte)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) (données CVS)		Octobre 2013		60 660	0,5 %	2,4 %
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Exportations (en cumul - millions d'euros) Importations (en cumul - millions d'euros)		Octobre 2013		235,2 2 289,7	- -	31,4 % 4,4 %
Créations d'entreprises (Source : Insee)	Nombre d'entreprises créées (hors auto-entreprises)		Octobre 2013 Cumul annuel		481 3 859	25,3 % -	7,1 % -8,3 %
Vulnérabilité des ménages (Source : Iedom)	Personnes physiques en interdiction bancaire Retraits de cartes bancaires (Flux)		Octobre 2013		20 797 652	-0,3 % 29,9 %	-0,2 % 19,2 %

INDICATEURS SECTORIELS					Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (Source : Aéroport Pôle Caraïbes)	Nombre de passagers (hors transit)		Octobre 2013 Cumul annuel		125 728 1 647 872	12,9 % -	18,0 % 1,20 %
Trafic maritime (Source : Port Autonome)	Trafic net de marchandises (tonnes) Nombre de passagers (entrées + sorties)		Octobre 2013		214 423 44 650	-13,2 % 1,8 %	-28,2 % -4,4 %
Fréquentation des hôtels classés (Source : Insee)	Nombre de nuitées (en milliers)		Juin 2013 Cumul annuel		57 596	-36,0 % -	-5,0 % -1,3 %
Immatriculations (Source : Préfecture)	Immatriculations de véhicules neufs		Novembre 2013 Cumul annuel		1 548 13 953	-2,5 % -	-12,8 % -6,3 %
Consommation de ciment (Source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)		Novembre 2013 Cumul annuel		17 306 204 559	-11,5 % -	-19,5 % -5,1 %

ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Publication : « Tendances conjoncturelles »

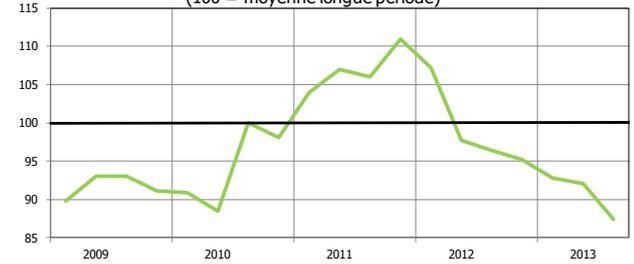
L'indicateur du climat des affaires (ICA) s'est à nouveau sensiblement dégradé (-4,7 points) au troisième trimestre. Il s'établit désormais à 87,4 points, se situant bien en deçà de sa moyenne de longue période (-12,6 points).

Ce repli s'explique principalement par des anticipations pessimistes pour le trimestre à venir concernant l'activité, les délais de paiement et les prix. La composante de l'indicateur portant sur le trimestre passé pèse également sur l'évolution de celui-ci.

Publication : « Evolutions monétaires »

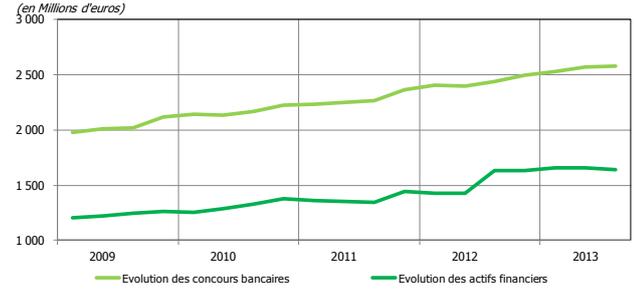
Avec un financement de l'économie en stagnation (+0,2 %, soit 5,2 M€), portant l'encours sain de crédit à 2 574 M€, ainsi qu'une collecte en diminution de 1,2 % (soit -19,9 M€) pour s'établir à 1 641 M€, l'activité bancaire du département s'affiche au ralenti à fin septembre 2013 par rapport au trimestre précédent.

Indicateur du climat des affaires
(100 = moyenne longue période)



Source : Iedom, enquête de conjoncture

Evolution des actifs financiers et des concours bancaires



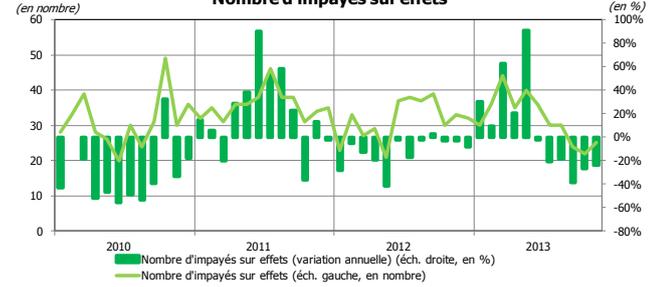
Source : Surf

Ces deux publications sont disponibles gratuitement sur le site de l'Iedom : www.iedom.fr/Guyane

Vulnérabilité des entreprises

Au mois de novembre, le nombre d'impayés sur effets est en légère hausse de 3,6 % (CVS) sur un mois. Toutefois, en glissement annuel, le nombre d'impayés sur effets diminue de 24,2 %. Depuis le début de l'année, les 352 impayés sur effets enregistrés totalisent 6,9 M€, contre 6,0 M€ à fin novembre 2012. Si le total des incidents de paiements, soit 5,9 M€, a augmenté de 7,7 %, les contestations de créances ont plus que doublé sur l'année et dépassent le million d'euros, ce qui reste néanmoins inférieur au niveau atteint à fin novembre 2011.

Nombre d'impayés sur effets



Source : Iedom

BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

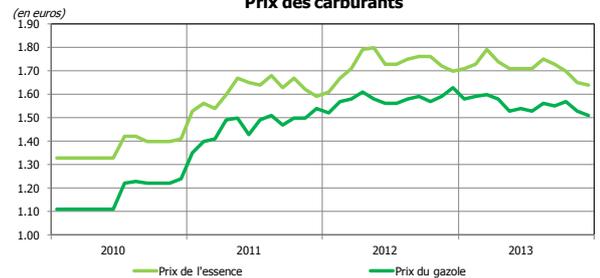
Carburants

L'arrêté préfectoral fixe, à compter du 1^{er} décembre 2013, le prix de vente au détail des carburants à 1,64 € / litre pour l'essence (- 1 centime par rapport au mois de novembre) et 1,51 € / litre pour le gazole (- 2 centimes sur le mois). Le prix de la bouteille de gaz est fixé à 22,92 €, soit une baisse de 15 centimes.

Prix à la consommation

En octobre 2013, l'indice des prix à la consommation (IPC) est en légère hausse en Guyane (+ 0,1 % sur le mois). Sur un an, l'indice des prix augmente de 1,3 %, impacté principalement par la progression des prix de l'alimentation (+ 3,6 %) et des services (+ 1,0 %). D'un niveau légèrement supérieur à celui constaté en Martinique (+ 1,0 %) et à La Réunion (+ 1,1 %), l'augmentation annuelle des prix en Guyane reste au dessus des valeurs constatées sur l'ensemble de la France (+ 0,9 %), alors que l'indice des prix à la consommation à la Guadeloupe est en baisse de - 0,3 % en glissement annuel.

Prix des carburants



Source : Prefecture

Variation de l'indice des prix à la consommation



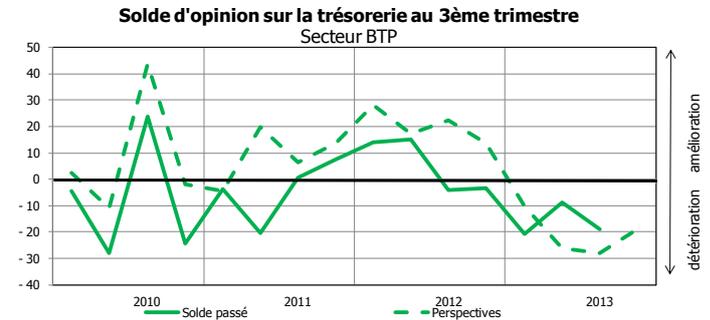
Source : Insee

Education

L'enquête « Information et Vie Quotidienne » réalisée sur les communes du littoral par l'Insee en 2011 livre ses premiers résultats dans l'étude « Lire, écrire, compter : des savoirs fragiles en Guyane ». En Guyane, 20 % de la population primo-scolarisée en France métropolitaine ou dans les DOM sont touchés par l'illettrisme, soit trois fois plus qu'en France hexagonale, alors que deux guyanais sur cinq âgés de 16 à 65 ans connaissent des difficultés graves ou importantes face aux fondamentaux de l'écrit. La note met en avant les différences en fonction de l'âge et du sexe, et les facteurs déterminants de l'enfant dans les difficultés à l'écrit comme l'âge de première scolarisation, le niveau de vie, la fréquence de lecture ou encore le diplôme des parents. La note « Premiers résultats » n°97 est disponible sur le site de l'Insee : www.insee.fr/fr/regions/guyane/.

BTP

L'enquête sur le climat des affaires réalisée par l'Iedom pour le troisième trimestre 2013 montre une dégradation de la trésorerie engendrée par l'allongement des délais de paiement, les professionnels du BTP envisageant toutefois une moindre dégradation pour le dernier trimestre de l'année 2013.



En clôture des assises de la formation et de l'emploi, le préfet Eric

Spitz a par ailleurs annoncé le déblocage d'une enveloppe importante pour le soutien à la filière BTP et la construction de logements sociaux. A ce titre, 17,6 M€ devraient permettre d'honorer des engagements financiers vis-à-vis des professionnels du BTP (sur un total de 35,7 M€ selon la FRBTP), et 35 M€ devraient être versés dans le cadre de la défiscalisation pour permettre à une société d'économie Mixte (SEM) de surmonter des problèmes de trésorerie.

Assainissement

D'une capacité de 24 000 mètres cube par jour, l'usine d'eau potable de Matiti inaugurée le 5 décembre complètera l'alimentation en eau pour la Communauté d'agglomération du centre littoral (CACL). L'unité a nécessité un investissement de près de 50 millions d'euros dont le financement est partagé entre la CACL (24 M€), la Région (2,3 M€), l'Etat (15 M€) et l'Europe (7,5 M€).

Agriculture

Le Conseil Général, la Région et le ministère de l'Agriculture ont signé avec la chambre d'Agriculture un contrat d'objectifs et de performance pour une durée de 4 ans. La chambre d'Agriculture bénéficiera ainsi de fonds de la part de l'Etat (250 000 €), de la Région (200 000 €) et du Département (125 000 €). Ces fonds supplémentaires devraient également permettre à la chambre consulaire de bénéficier de 340 000 euros de fonds européens issus du FEADER. Dans le contrat d'objectifs figurent entre autres l'installation des jeunes agriculteurs et la mise en place d'une filière de transformation des produits agricoles.

Spatial

A l'occasion du 31^{ème} sommet franco-italien, le Directeur général d'Arianespace, Stéphane Israël, et le Directeur général d'European Launch Vehicule (ELV), Pierluigi Pirrelli, ont signé un accord pour une commande de 10 lanceurs Vega par Arianespace. Ces lanceurs permettront à Arianespace d'assurer la continuité de l'activité de lancement du programme Vega après épuisement des 5 premiers lanceurs qui avaient déjà été commandés en 2010.

Au 20 novembre 2013, la société Arianespace disposait d'un carnet de plus de 4 milliards d'euros, représentant ainsi 21 lancements d'Ariane 5, 10 lancements Soyouz, et 4 lancements Vega.

ACTUALITÉS RÉGIONALES

Carte de frontalier Oiapoque-Saint-Georges

Le décret n° 2013-1082 du 29 novembre 2013 révisé le code de l'entrée et du séjour des étrangers ainsi que du droit d'asile, portant modification du décret n° 2011-638 du 8 juin 2011 relatif à l'application de gestion des dossiers des ressortissants étrangers en France ainsi qu'aux titres de séjour et aux titres de voyage des étrangers. Ce décret entérine la création d'une carte donnant aux habitants d'Oiapoque une autorisation de séjourner par périodes maximales de 72 heures dans les limites du bourg de Saint-Georges de l'Oyapock.

SUIVI INDICATEURS CHIFFRÉS

Les variations mensuelles et annuelles sont corrigées des variations saisonnières et de l'effet jours ouvrés (CVS-CJO)

		Sur le moi	Indicateurs	Données brutes	Var. mensuelle CVS	Var. sur un an CVS	Sources	
INDICATEURS MACROECONOMIQUES	PRIX	↑	Prix à la consommation (indice base 100 en 1998, avec tabac)	Oct-13	127,4	[0,1%]	[1,3 %]	Insee
		↓	Prix administré du litre d'essence	Déc-13	1,64	[-0,6%]	[-3,5%]	Préfecture/Dieccte
	MARCHE DU TRAVAIL INDICATEURS SOCIAUX	↑	Demandeurs d'emploi (DEFM A)	Oct-13	22 106	[2,4%]	[15,6%]	Pôle emploi
		↓	Nombre de bénéficiaires de l'allocation chômage	Sept-13	8 227	[-0,9%]	[0,8%]	Pôle Emploi
		↓	Nombre de bénéficiaires du RSA (1)	Oct-13	16 401	[-2,1%]	[11,6%]	Caf
		↑	Prestations nettes versées (1)	Oct-13	9,8 M€	[4,9%]	[14,8%]	Caf
	CONSOMMATION	↑	Importations de biens de consommation (BC) (3)	Oct-13	13,6 M€	2,3%	9,2%	Douanes
		↑	Ventes de véhicules neufs aux particuliers	Nov-13	351	1,5%	14,7%	Somafi
	INVESTISSEMENT	↑	Importations de biens d'équipement (BE) (3) (4)	Oct-13	56,3 M€	25,2%	29,2%	Douanes
		↓	Ventes de véhicules utilitaires	Nov-13	91	-8,1%	-13,1%	Somafi
COMMERCE EXTERIEUR	↑	Exportations (3)	Oct-13	25,3 M€	121,9%	-24,3%	Douanes	
	↑	Importations (3) (4)	Oct-13	162,7 M€	18,0%	8,8%	Douanes	
	↑		Cumul	1 325,1 M€		12,8%		
INDICATEURS SECTORIELS	SPATIAL		Tirs effectués	Cumul à Nov-13	6 tirs (4 Ariane 5, 1 Soyouz, 1 Vega)		8 tirs à Nov-12	Arianespace
			Satellites lancés	Cumul à Nov-13	13 satellites, et 1 ATV*		15 satellites et 1 ATV*	
	BTP	↓	Ventes de ciment (hors filler, liant et big bag)	Nov-13	8 281 tonnes	-2,9%	-15,0%	Ciments guyanais
	INDUSTRIE	↑	Exportations d'or en volume (3)	Oct-13	176 kilos	42,4%	-39,8%	Douanes
		↑	Exportations d'or en valeur (3)	Oct-13	5,3 M€	193,3%	-51,2%	Douanes
		↓	Cours de l'once d'or	Oct-13	1 315,29 \$	[-2,5%]	[-24,7%]	London Bullion Market Assoc./AFD
		↑	Grumes sorties de forêt	Déc-12	20 767 m3	29,8%	215,8%	ONF
	AGRICULTURE AGROALIMENTAIRE	↑	Exportations de crevettes (3)	Oct-13	31 tonnes	60,7%	-27,8%	Douanes
		↑	Exportations de poissons (3)	Oct-13	183 tonnes	82,9%	14,1%	Douanes
			Exportations de riz (2) (3)	Oct-13	0 tonne	n.s	n.s	Douanes
TOURISME	↑	Trafic de passagers (arrivées-départs-transits)	Oct-13	36 216	0,8%	4,9%	CCIRG	
	↑	Nombre de nuitées	Juin-13	34 000	5,7%	30,1%	Insee	
			Cumul	166 000		5,9%		

[Données non CVS]

*ATV pour Automated Transport Vehicle (Véhicule Automatisé de Transfert), vaisseau cargo spatial développé par l'Agence spatiale européenne pour ravitailler la Station spatiale internationale

(1) Mise en place du RSA début 2011, remplaçant le RMI. Données non CVS compte tenu du nombre trop faible d'observations.

(2) Trop grand nombre de points atypiques concernant le riz.

(3) Données provisoires ; les résultats du commerce extérieur sont issus des statistiques douanières provisoires qui sont révisables pendant 2 ans.

(4) Données excluant l'importation exceptionnelle du navire d'exploration pétrolière affrété par Shell en juin 2012.

Entrepreneurs - Artisans - Commerçants
Associations - Professions libérales

Plus de temps à perdre

Vous avez moins de deux mois
pour passer au système européen de paiement

Le 1^{er} février 2014

vous ne pourrez utiliser que les virements et
les prélèvements SEPA.

Les systèmes nationaux ne pourront plus
être utilisés, ni en France ni à l'étranger.

SEPA s'applique à tous les virements
et prélèvements, nationaux ou transfrontaliers.
Ainsi, les virements et les prélèvements
que nous connaissons actuellement ne pourront
plus être utilisés après le 1^{er} février 2014.

SEPA rend indispensable des modifications
dans vos systèmes d'information et de paiement.
Si vous ne faites pas cette migration vous vous
exposez à un blocage de vos moyens de paiement.

SEPA, c'est également une opportunité à saisir
qui permet de disposer pour vos achats
et ventes d'instruments de paiement harmonisés,
simplifiés et fiables.

SEPA

Contactez votre banquier
ou votre centre de gestion

Plus d'informations sur

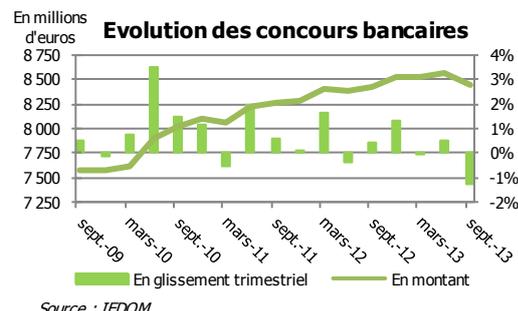
www.urgence-sepa.fr



ACTUALITÉ DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Évolutions monétaires : recul de l'encours de crédits et des actifs financiers

Le dernier numéro d'[Évolutions monétaires](#) à la Martinique met en évidence un recul sensible de l'encours sain de crédits et un tassement des actifs financiers pour le troisième trimestre 2013. L'encours sain de crédits s'établit ainsi à 7,8 milliards d'euros (-2,0 % sur le trimestre et -0,5 % en glissement annuel). Pour leur part, les actifs financiers s'élèvent à 6,5 milliards d'euros. Bien que demeurant en nette progression sur un an (+3,9 %), ils sont en léger repli sur le trimestre (-0,4 %).



Tendances conjoncturelles : stabilité de l'activité dans la plupart des secteurs

Le dernier numéro de [Tendances conjoncturelles](#) fait apparaître une légère amélioration de l'indicateur du climat des affaires à la Martinique pour le troisième trimestre 2013. Les résultats de l'enquête de conjoncture font état d'une stabilité de l'activité dans l'ensemble des secteurs, à l'exception du commerce et de l'industrie qui enregistrent une baisse. Toutefois, la trésorerie des entreprises reste dégradée, largement pénalisée par l'allongement des délais de paiement. En outre, les intentions d'investissement à un an, quoique bénéficiant d'un léger sursaut, demeurent globalement dégradées.

CEROM : publication du tableau de bord pour le troisième trimestre 2013

L'IEDOM a publié [le Tableau de bord économique de la Martinique](#) pour le troisième trimestre 2013.

Fiduciaire : progression des émissions nettes de billets et de pièces

Au 30 septembre 2013, les émissions nettes de billets ont progressé de 6,8 % en volume et 6,5 % en valeur sur un an. Le nombre de billets en circulation s'établit ainsi à 21,6 millions (contre 20,2 millions un an plus tôt) pour une valeur de 882,2 millions d'euros (contre 828,5 millions d'euros à fin septembre 2012). Parallèlement, les émissions nettes de pièces ont progressé de 6,2 % en volume et de 4,0 % en valeur. Le nombre de pièces en circulation s'établit ainsi à 192,1 millions en septembre 2013 (contre 180,9 millions un an plus tôt) pour une valeur totale de 25,2 millions d'euros (contre 24,3 millions d'euros un an plus tôt). Enfin, les billets apocryphes saisis (faux billets) sont en recul de 23,7 % (268 billets au 30 septembre 2013, contre 332 un an plus tôt).

BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Santé : bonne accessibilité aux soins hospitaliers

[Le dernier numéro d'antianéchos publié par l'INSEE](#), consacré aux soins hospitaliers en Martinique, met en exergue la bonne accessibilité aux soins sur le territoire par rapport aux autres régions françaises. En effet, en 2010, les patients martiniquais ont mis en moyenne 22 minutes pour accéder à un établissement de santé, contre 32 minutes en France métropolitaine. En outre, l'étude révèle le caractère autonome et « autocentré » de notre région ultrapériphérique : 96 % des hospitalisations de résidents sont prises en charge localement. L'étude note également que l'offre de soins est relativement complète puisque toutes les spécialités sont couvertes et la part des séjours réalisés à l'extérieur du territoire est faible (4,3 %). Ces résultats doivent être mis en regard de l'insularité et de l'éloignement de la Martinique par rapport à l'Hexagone.

BTP : 2 200 logements à construire par an d'ici 2040

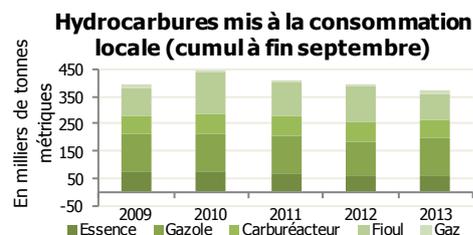
La récente étude de l'INSEE et de la DEAL sur le [Logement aujourd'hui et demain en Martinique](#) fait apparaître des besoins importants dans ce domaine. En 50 ans, la population martiniquaise a crû de 35 %. Dans le même temps, le nombre de résidences principales a plus que doublé. Toutefois, la taille des logements n'est pas toujours adaptée aux besoins des ménages. Ainsi, 14 % des ménages vivent dans des logements en situation de surpeuplement. En parallèle, 54 % des ménages, souvent des personnes âgées vivant seules, habitent dans des logements ayant davantage de pièces que nécessaire à leurs besoins. Au cours des 30 prochaines années, la Martinique devrait compter près de 31 000 ménages supplémentaires et les personnes seules augmenteraient cinq fois plus vite que les couples. Ainsi, plus de 2 200 logements devront être construits par an d'ici à 2040. Ils devront tenir compte des évolutions des besoins liés à l'accessibilité d'une population plus âgée, mais aussi au décloisonnement familial.

Démographie : l'économie du vieillissement, axe de développement ?

La population martiniquaise vieillit. Au 1^{er} janvier 2012, l'âge moyen des martiniquais s'élève à 40,6 ans, contre 39,0 ans dix ans plus tôt. D'après les projections de l'INSEE, la Martinique devrait devenir la deuxième région la plus âgée de France d'ici 2040, après la Corse. C'est dans ce contexte que l'AFD et la CCIM ont lancé une étude dont les résultats ont été présentés mi-novembre à l'occasion d'un débat. L'étude présente deux scénarios à long terme. L'un tendanciel, avec un vieillissement « subit », entraînant une réduction de la population active employable qui se solderait par une perte de croissance de l'activité, une baisse de la consommation des ménages, une dégradation de la profitabilité des entreprises, et donc un resserrement de la contrainte budgétaire de la collectivité. L'autre scénario, « volontariste », consiste à saisir les opportunités offertes par le vieillissement pour fournir de l'emploi en répondant à la demande des seniors. Selon l'étude, cet axe de développement sera réalisable si la Martinique réussit à accroître la productivité de sa main-d'œuvre et si les pouvoirs publics interviennent fortement dans le secteur.

Hydrocarbures : contraction de la consommation

En cumul annuel, à fin septembre 2013, les quantités d'hydrocarbures mises à la consommation sur le marché martiniquais s'élevaient globalement à 371 milliers de tonnes métriques. Les volumes sont en recul de 6,9 % par rapport à l'année précédente. La consommation de fioul contribue le plus à cette évolution. Les carburants routiers, qui représentent 44,7 % des hydrocarbures mis à la consommation, sont en diminution de 1,1 % par rapport à l'année dernière.



Source : SARA

ACTUALITÉS RÉGIONALES

Conférence des investisseurs : réunir les investisseurs et les entrepreneurs

[La conférence des investisseurs](#) s'est déroulée du 25 au 26 novembre 2013. Organisée par la Région Martinique, elle avait pour invité d'honneur Trinidad et Tobago. Conformément à l'objectif visé, elle a permis de rapprocher entrepreneurs et investisseurs, martiniquais comme extérieurs, afin de financer des projets porteurs de développement économique pour la Martinique.

Conférence de coopération régionale Antilles-Guyane : bilan et nouvelles priorités

La conférence de coopération régionale de la zone Antilles-Guyane s'est déroulée du 7 au 8 novembre en Guadeloupe. Ce fut l'occasion de faire un bilan de la coopération régionale des cinq collectivités françaises des Amériques (Guadeloupe, Martinique, Guyane, Saint-Barthélemy et Saint-Martin) et de passer en revue les nouvelles priorités pour son amélioration. Ces deux jours étaient répartis en trois ateliers : renforcer l'attractivité dans les DFA, promouvoir leur insertion économique régionale et, enfin, réussir leur insertion institutionnelle au sein des organisations régionales.

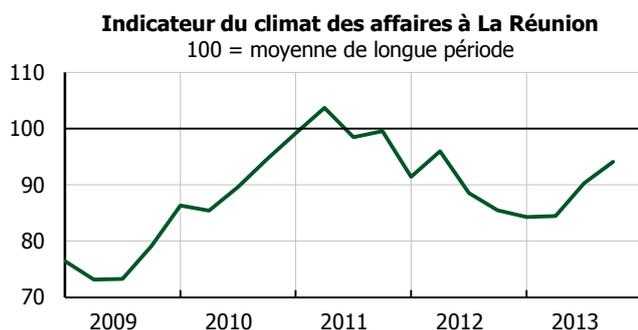
PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE RÉFÉRENCE			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Prix (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- octobre 2013	129,3	-0,6 %	+1,0 %
Chômage (source : DIECCTE)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- octobre 2013	45 506	+0,3 %	+5,2 %
Allocations chômage (source : Pôle emploi)	Nombre d'allocataires de Pôle emploi	- septembre 2013	21 662	+1,2 %	0,0 %
RSA (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés	- septembre 2013	35 372	+2,9 %	-10,2 %
Commerce extérieur (source : Douanes)	Importations (millions d'euros) Hors produits pétroliers	- octobre 2013	241,0 173,6	+41,5 % +33,6 %	-7,8 % +2,2 %
	Exportations (millions d'euros) Hors produits pétroliers	- octobre 2013	42,9 14,1	+82,7 % +9,9 %	-0,1 % -35,2 %
	Taux de couverture mensuel Hors produits pétroliers		17,8 % 8,1 %		-0,2 pt - 1,5 pt
Grande distribution (source : DIECCTE)	Ch. d'affaires des hypermarchés (millions d'euros)	- octobre 2013	44,6	+0,5 %	+2,9 %
	Cumul annuel de chiffre d'affaires (millions d'euros)	- octobre 2013	443,3		+0,9 %
Vulnérabilité des ménages (source : IEDOM)	Personnes physiques en interdiction bancaire	- novembre 2013	17 117	+0,1 %	-2,6 %
	Retraits de cartes bancaires	- novembre 2013	4 770	-0,9 %	-1,6 %

INDICATEURS SECTORIELS			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Trafic aérien (source : CCIM)	Nombre de passagers (hors transit)	- octobre 2013	107 078	+17,4 %	+20,7 %
		- cumul annuel	1 355 153		+2,8 %
Trafic maritime (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- octobre 2013	-	-	-
		- cumul annuel	73 370	+0,14 %	+14,0 %
Construction (source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- octobre 2013	15 402	+13,9 %	-7,9 %
		- cumul annuel	144 682		-7,0 %
Immatriculations (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- novembre 2013	986	+3,2 %	-3,5 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- novembre 2013	126	-31,1 %	-9,4 %
	Cumul annuel (VPN et VUN, hors bus, porteurs et tracteurs)		10 547		-5,7 %

ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

La confiance des entrepreneurs revient progressivement



Source : Enquête de conjoncture IEDOM

L'indicateur du climat des affaires (ICA) progresse à nouveau au troisième trimestre 2013 (+ 3,8 points). L'indicateur reste néanmoins en deçà de sa moyenne de longue période. L'amélioration de l'ICA s'explique d'abord par les anticipations positives des entrepreneurs sur le trimestre à venir (+ 2,6 points). Leur jugement sur le trimestre passé contribue également à la progression de l'indicateur (+ 1,2 point), notamment sur les prix et les délais de paiement.

Le regain de confiance des entrepreneurs ne se traduit cependant pas encore de façon concrète dans l'évolution des principaux indicateurs économiques.

Le manque de visibilité des professionnels continue en effet de peser sur l'investissement. La consommation des ménages est pour sa part légèrement mieux orientée, dans un contexte de stabilisation des prix. Le marché du travail reste très fragile avec une nouvelle progression du nombre de demandeurs d'emploi inscrits.

L'ensemble des secteurs d'activité couvert par l'enquête de conjoncture de l'IEDOM enregistrent une baisse de leur activité, à l'exception du secteur primaire dont le courant d'affaires s'inscrit en hausse. Même si l'activité reste faible, l'opinion des entrepreneurs sur les autres indicateurs est mieux orientée et les perspectives sur le trimestre à venir sont généralement plus favorables.

La publication est disponible sur le [site de l'IEDOM](#).

BRÈVES ÉCONOMIQUES

LES INDICATEURS DE REFERENCE

		Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Prix (Insee)	Indice général des prix à la conso. - La Réunion	130,2	+ 0,7 %	+ 1,1 %
	IPC France entière	127,2	- 0,0 %	+ 0,7 %
Octroi de mer (Trésorerie générale)	Montant de l'octroi de mer (milliers d'euros)	26 356	+ 16,0 %	- 15,3 %
	Cumul (milliers d'euros)	232 258	-	- 3,3 %
Commerce extérieur (Douanes)	Importations (millions d'euros)	374,7	+ 23,1 %	- 17,7 %
	Cumul (millions d'euros)	3 618,4	-	- 6,4 %
	Exportations (millions d'euros)	24,6	+ 42,7 %	+ 31,3 %
	Cumul (millions d'euros)	238,2	-	- 2,5 %
Demandeurs d'emploi (DTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie A (données CVS)	135 160	+ 0,1 %	+ 4,9 %

LES SECTEURS D'ACTIVITE

		Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (CCIR / Syndicat mixte de Pierrefonds)	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds	195 590	+ 37,7 %	+ 3,2 %
	Cumul	1 686 597	-	- 2,4 %
Fréquentation des hôtels classés (Insee)	Nombre de nuitées	59 400	- 12,3 %	- 0,8 %
	Cumul	574 500	-	- 2,9 %
Construction (Douanes / CERBTP)	Cumul des importations de ciment/clinker (milliers d'euros)	19 724	-	- 11,4 %
	Cumul des importations de ciment/clinker (milliers de tonnes)	266,1	-	- 7,4 %
	Effectifs salariés du BTP	15 659	+ 0,5 %	- 8,0 %

Le commerce concentre le quart de la valeur ajoutée du secteur privé en 2010

Valeur ajoutée créée par le secteur privé à La Réunion et en France en 2010



Champ : entreprises principalement marchandes sauf agriculture, banques et assurances
Source : Insee, Esane 2010, Indicateurs composites

Selon l'Insee, la valeur ajoutée (VA) des entreprises marchandes s'élève à 6 milliards d'euros en 2010 à La Réunion. Le secteur du commerce dégage à lui seul un quart de la VA produite. La part de l'industrie (hors agroalimentaire) est inférieure à celle observée en France entière, alors que la part de la construction y pèse trois points de plus.

Les entreprises réunionnaises ont investi 1,66 milliard d'euros en 2010. De par la nature même de son activité, l'activité immobilière est le premier investisseur du secteur privé, devançant l'industrie qui est le premier contributeur en France. Les entreprises de location et location bail portent également de nombreux investissements dans le cadre de dispositifs de défiscalisation propres à l'Outre-mer.

La VA créée à La Réunion, en moyenne, permet pour les deux tiers de financer les frais de personnel, et un tiers l'excédent brut d'exploitation, qui correspond au taux de marge. Ce dernier varie fortement selon l'intensité capitalistique des secteurs et s'échelonne entre 14 % dans les transports et entreposage et 65 % dans les activités immobilières.

La publication est disponible sur le [site de l'Insee](#).

Hausse de l'emploi salarié marchand au 2^e trimestre 2013

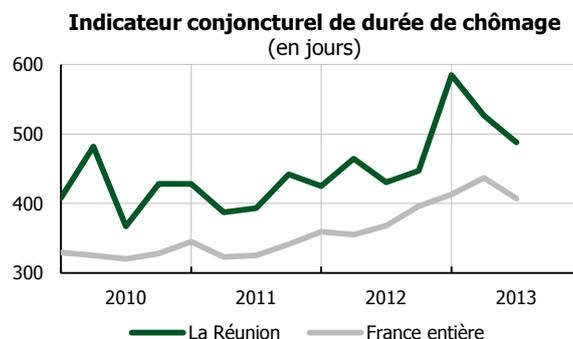
L'emploi salarié marchand à La Réunion se redresse au deuxième trimestre 2013, avec une hausse de 1,5 % par rapport au premier trimestre 2013. Il compense ainsi le repli du trimestre précédent (- 1,4 %). Sur un an, l'évolution de l'emploi salarié marchand est stable (- 0,2 %).

La publication est disponible sur le [site de l'Insee](#).

Baisse de l'indicateur conjoncturel de durée de chômage au 2^e trimestre 2013

Au deuxième trimestre 2013, l'indicateur conjoncturel de durée de chômage¹ baisse de 7,3 % sur le trimestre (- 7,1 % en France entière).

Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi à La Réunion ont ainsi une probabilité de rester 488 jours sans emploi, soit 16 mois contre 13,3 mois au niveau national. La Réunion est la deuxième région où le délai d'attente est le plus long avant de trouver un emploi, derrière la région Picardie (505 jours).



Source : Pôle emploi

Une majorité de femmes, de jeunes et de cadres "surfer" sur internet

Médiamétrie a réalisé une étude sur les usages d'internet à La Réunion (enquête réalisée entre le 23 septembre et le 05 octobre 2013). Il en ressort que 61,4 % de la population réunionnaise de 13 ans et plus s'est connectée à internet au cours du dernier mois. La population internautes observée est un peu plus féminine que l'ensemble de la population réunionnaise et également plus jeune. La moitié d'entre eux a moins de 35 ans. En outre, la proportion de cadres y est plus forte (29 % contre moins de 20 % dans la population totale).

Les internautes réunionnais se connectent en premier lieu pour effectuer une recherche sur le web. Vient ensuite l'utilisation de messagerie, juste avant la consultation de sites d'actualité. Les réseaux sociaux et sites communautaires se placent en 7^e position des usages d'internet.

Le communiqué de presse est disponible sur le [site internet de Médiamétrie](#).

Publication du mémento agricole et rural 2013

Le service de l'information statistique et économique de la Direction de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de La Réunion (DAAF) vient de publier, sous une forme compacte, le mémento agricole et rural 2013. Ce dernier rassemble les principaux chiffres du monde agricole réunionnais et des domaines s'y rapportant, tels que les productions végétales, les productions animales, le milieu humain et professionnel, etc.

La publication est disponible sur le [site de la DAAF de La Réunion](#).

¹ L'indicateur conjoncturel de durée au chômage consiste à évaluer la durée moyenne de chômage d'une cohorte fictive de demandeurs d'emploi qui y sont entrés au cours d'un trimestre donné et qui connaîtraient durant leur période de chômage les mêmes conditions du marché du travail que celles du trimestre considéré.

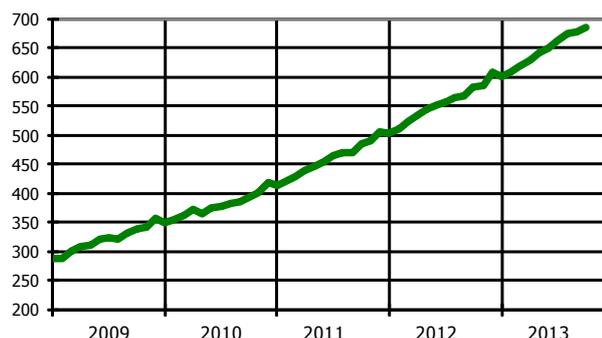
ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Les émissions nettes

Le mois de novembre 2013 se caractérise par une émission nette de billets de 693,5 millions d'euros en croissance de 7,0 millions d'euros par rapport au mois précédent (soit +1,0 % après +1,3 % en octobre). En volume, les émissions nettes de billets augmentent de +1,2 %, soit un taux de croissance identique à celui d'octobre 2013. Ainsi, le nombre total de billets émis par l'agence IEDOM de Mayotte en novembre 2013 s'établit à 12,6 millions. La coupure de 50 euros représente 73 % de ces émissions en volume et 66 % de la valeur globale de l'émission nette de billets. Contrairement au mois précédent, la progression de l'émission nette de billets a été plus marquée en nombre qu'en valeur. Au 30 novembre 2013, la valeur moyenne du « billet » circulant dans l'île s'est dépréciée de deux centimes à 54,98 euros.

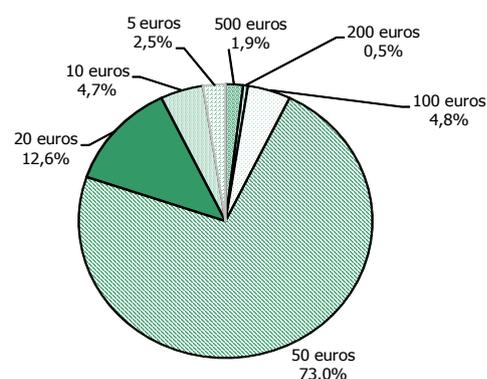
Emissions nettes cumulées de billets au 30 novembre 2013

En millions d'euros



Source : IEDOM

Répartition des billets en nombre au 30 novembre 2013



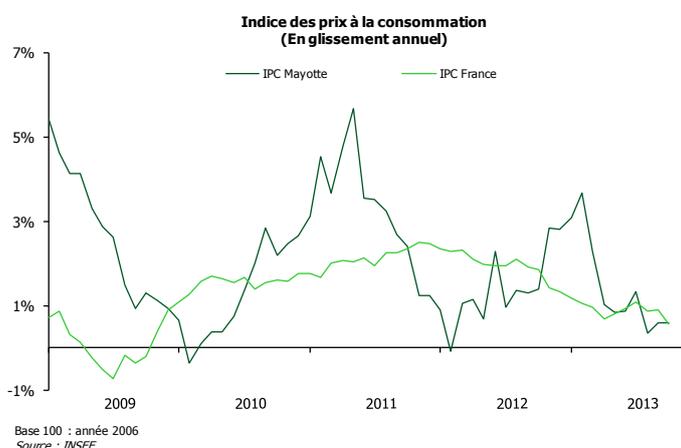
Source : IEDOM

BRÈVES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES

Les prix augmentent de 0,1 % en octobre

Au mois d'octobre, l'Indice des prix à la consommation (IPC) enregistre une légère augmentation (+0,1 %) par rapport au mois précédent. Seuls les prix des produits alimentaires (+0,1 %) et ceux des produits manufacturés (+0,1 %) enregistrent une hausse. Les prix des transports et communications accusent un léger recul (-0,1 %), tandis que tous les autres postes restent stables : tabac, énergie et services aux ménages.

Sur un an, l'IPC enregistre également une faible augmentation, bien que plus importante (+0,6 %) que celle observée sur le mois, sous l'effet de la hausse des prix des produits alimentaires (+3,2 %), des services aux ménages (+0,2 %), particulièrement ceux liés au logement (+1,5 %), et du tabac (+11,2 %). Les prix des produits manufacturés et de l'énergie sont en revanche en diminution de 1,1 %.



Source : INSEE

Le mécontentement social persiste

Les fonctionnaires d'État (personnels de l'éducation nationale, de la pénitencière, du centre hospitalier, de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement -DEAL-, des douanes, de la magistrature, des impôts, gendarmes et policiers) ont poursuivi leur grève illimitée entamée fin octobre. Parmi leurs revendications figure l'abrogation de l'ordonnance du 19 septembre 2013 qui rend imposable la prime d'éloignement des fonctionnaires d'État détachés à Mayotte, y compris pour ceux qui y sont déjà en poste. Les collèges et les lycées ont été bloqués pendant plusieurs jours, des manifestants ont mis en scène leur départ de Mayotte en se rendant à l'aéroport valises à la main et des actions surprises ont été déployées aux quatre coins de l'île. Mais le mouvement s'est essouffé avec la réaffirmation du Gouvernement de ne rendre imposable l'indemnité spécifique d'éloignement qu'à partir de 2015 (sur les revenus perçus en 2014).

Par ailleurs d'autres mouvements sociaux ont été lancés par les agents de la fonction publique territoriale aux fins d'obtenir les mêmes avantages d'indexation que ceux obtenus dans les fonctions publiques d'État et hospitalière. Il appartient donc désormais aux communes et au Département de délibérer pour mettre en place un mécanisme d'indexation des salaires en fonction de leur propre capacité financière. Ce surcoût ne sera pas compensé par l'État. Le Conseil général a d'ores et déjà voté le dispositif d'indexation des salaires à leurs agents qui prévoit un rattrapage rétroactif pour les salaires 2013 à hauteur de 5 % et dont le coût sera imputé sur le budget 2013.

Le taux de la taxe d'aménagement reversée au département fixé à 1 %

Le 20 novembre, le Conseil général a fixé le taux de la part départementale de la taxe d'aménagement à 1 %. L'impôt, institué le 1^{er} mars 2012 en France métropolitaine, prendra effet à Mayotte à partir du 1^{er} janvier 2014 dans le cadre de la réforme fiscale. La taxe s'appliquera pour tout dépôt de permis de construire ou de déclaration préalable de travaux à compter de cette date. En seront toutefois exonérées, entre autres, les constructions de logements sociaux, celles affectées à un service public ainsi que celles édifiées par les associations culturelles et les missions religieuses, ou pour leur compte. Sa dotation sera reversée aux communes et au

Département et financera les objectifs de l'article L. 121-1 du Code de l'urbanisme dans le cadre des schémas de cohérence territoriale, des plans locaux d'urbanisme et cartes communales, avec, par exemple, la création ou l'extension d'équipements induits par l'urbanisation. La taxe correspond à la multiplication d'une valeur forfaitaire (362 euros pour les surfaces inférieures à 100m² et 724 euros pour les surfaces supérieures) par le centième de la surface taxable exprimée en m².

Signature d'un partenariat entre le CHM et le CHU de La Réunion

Le Centre hospitalier universitaire (CHU) de La Réunion et le Centre hospitalier de Mayotte (CHM) ont signé le 26 novembre une convention-cadre de partenariat visant à améliorer l'offre de soins auprès de la population de Mayotte. Cette convention s'inscrit dans le cadre du Schéma d'organisation des soins du Projet de santé Réunion-Mayotte 2012-2016 adopté le 29 juin 2012 par l'Agence régionale de santé de l'océan Indien (ARS-OI). Parmi les objectifs de la convention figurent une meilleure lisibilité de l'organisation des soins des patients transférés vers La Réunion, l'amélioration de l'accès aux soins spécialisés et le soutien de la formation des personnels du CHM.

Semaine de l'emploi des travailleurs handicapés et financement de la cohésion sociale

Pour la troisième année consécutive, Mayotte a participé à la semaine annuelle pour l'emploi des travailleurs handicapés qui a débuté le 18 novembre. À l'heure actuelle, le Département compte 437 personnes reconnues comme travailleurs handicapés dont les dossiers sont pris en charge par la Maison des personnes handicapées (MPH) qui a été créée en 2005.

Par ailleurs, lors de sa visite du 27 au 29 novembre 2013, la présidente de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (ACSE), Naïma CHARAÏ, a annoncé le financement d'actions en faveur de la cohésion sociale, de l'égalité des chances, de la prévention de la délinquance et des discriminations pour un montant d'environ 2 millions d'euros, équivalent à celui perçu l'an dernier par les associations de l'île. 273 000 euros seront dirigés vers le Fonds interministériel de prévention de la délinquance (FIPD).

Séminaire sur la qualité des eaux côtières de Mayotte

Le Parc naturel marin de Mayotte a organisé un séminaire sur la qualité des eaux côtières du 14 au 16 novembre 2013. Une feuille de route a été établie afin de sélectionner les données et les indicateurs utiles à l'analyse des eaux. Parmi les données déjà retenues figurent notamment certaines caractéristiques des récifs de coraux (densité, maladies, localisation, vitalité, etc.).

Les tarifs sociaux de l'énergie mis en place à Mayotte

Depuis le 1^{er} novembre 2013, les conditions d'obtention des tarifs sociaux de l'électricité et du gaz sont élargies et à présent accessibles aux consommateurs de Mayotte. Ils ont vocation à aider les ménages modestes à payer leur facture énergétique. Ils étaient auparavant conditionnés à l'éligibilité à la Couverture maladie universelle complémentaire (CMU-C) ou à l'Aide à l'acquisition d'une couverture complémentaire santé (ACS), tous deux absents à Mayotte. Ces tarifs sont dorénavant également accessibles aux personnes dont le revenu fiscal de référence annuel ne dépasse pas 2 420 euros. Le Tarif électrique de première nécessité (TPN), qui consistait jusqu'à présent en une réduction de 40 à 60 % du montant de la facture est transformé en une somme fixe à déduire du montant de la facture qui varie de 71 à 140 euros en fonction de la puissance souscrite à l'abonnement et du nombre de personnes constituant le foyer.

PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Prix (source : INSEE)	Indice général des prix à la consommation base 100 en déc. 2006		oct-13	117,1	0,1%	0,6%
Chômage (source : Pôle Emploi)	Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A		sept.-13	5 809	-17,8%	-22,2%
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Importations (en milliers d'euros)	mensuelles	juin-13	22 086	-23,4%	-23,7%
	(hors hydrocarbures)	cumulées	juin-13	158 223	16,2%	4,2%
	Exportations (en milliers d'euros)	mensuelles	juin-13	2 088	564,9%	242,5%
		cumulées	juin-13	3 676	131,5%	5,7%
	Taux de couverture	mensuel	juin-13	9,46%	8,37 pt	7,35 pt
		cumulé	juin-13	2,32%	1,16 pt	0,03 pt

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ :				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Trafic aéroportuaire (Source : Aéroport de Mayotte)	Mouvements d'appareils ⁽¹⁾	mensuels	oct.-13	304	-12,9%	-23,8%
		cumulés	oct.-13	3 876	-	-4,8%
	Nombre de passagers (arrivées+départs)	mensuels	oct.-13	25 170	10,0%	7,5%
		cumulés	oct.-13	247 038	-	8,8%
	Fret et envois postaux (en tonnes) (départs)	mensuels	oct.-13	19,7	-16,5%	83,0%
		cumulés	oct.-13	301,2	-	-3,2%
BTP (Source : Douanes)	Importations de ciment ⁽²⁾ (en tonnes)	mensuelles	juin-13	5 227	-0,1%	16,3%
		cumulées	juin-13	32 502	-	-9,4%
Electricité (Source : EDM)	Nombre d'abonnés (cumul)		sept.-13	39 641	0,6%	1,3%
	Consommation ⁽³⁾ (en Mwh)	cumulée	sept.-13	197 758	-	8,8%
Hydrocarbures (Source : TOTAL)	Consommation (en milliers de litres)	mensuelle	sept.-13	9 091	1,9%	3,3%
		cumulée	sept.-13	85 788	-	3,2%
Automobile (Source : Préfecture)	Immatriculations de véhicules neufs	mensuelles	oct.-13	237,0	-4,0%	111,6%
		cumulées	oct.-13	1 974	-	112,5%
	Immatriculations de véhicules d'occasion	mensuels	oct.-13	828	-4,9%	13,9%
		cumulées	oct.-13	9 475	-	23,1%
Poissons d'élevage (Source : Douanes)	Exportations :					
	- en tonnes	mensuelles	juin-13	4,5	12,2%	6,4%
		cumulées	juin-13	40,9	-	501,7%
	- en milliers euros	mensuelles	juin-13	27,8	-21,2%	-10,8%
		cumulées	juin-13	217,2	-	331,2%

(1) : Toute entrée ou sortie de navire ou d'avion représente un mouvement

(2) : Ciment au sens produits minéraux et produits des industries chimiques dans le Code des douanes

(3) : Données consolidées à pas trimestriel depuis fin 2011. Les informations mensuelles ne sont plus disponibles.

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	0,25%	13/11/2013
Taux de la facilité de prêt marginal	0,75%	13/11/2013
Taux de la facilité de dépôt	0,00%	08/05/2013

Taux d'intérêt légal				Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/13)				
ANNEE	2013	0,04%	JO du 01/03/13	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2012	0,71%	JO du 08/02/12	1,25%	1,25%	1,75%	2,50%	0,75%

* hors prime d'Etat

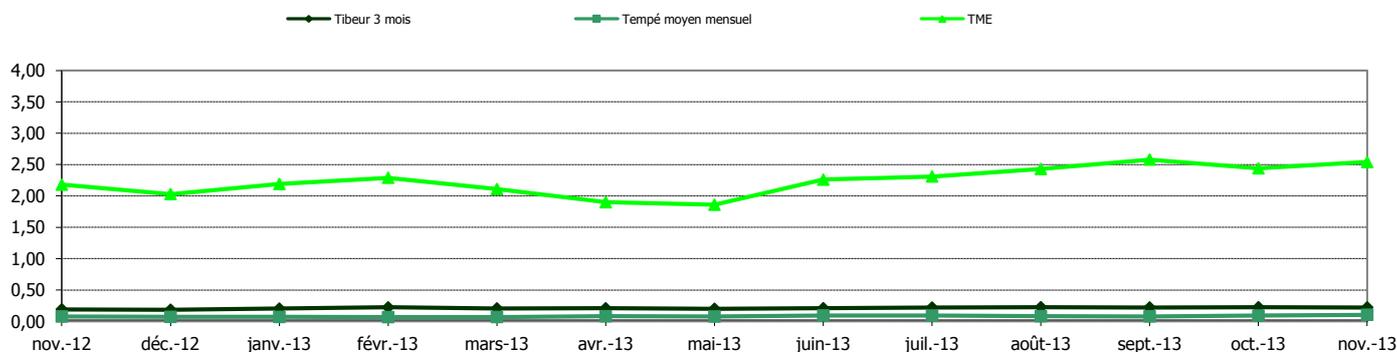
Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)					TIBEUR (Novembre 2013)			
Août	Septembre	Octobre	Novembre		1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,0832%	0,0805%	0,0924%	0,1057%		0,1320%	0,2230%	0,3270%	0,5060%
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)					Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Août	Septembre	Octobre	Novembre		Août	Septembre	Octobre	Novembre
2,43%	2,58%	2,44%	2,34%		2,63%	2,78%	2,64%	2,54%

Taux de l'usure (seuils applicables au 1er octobre 2013)

Crédits aux particuliers		Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale		Seuils de l'usure
Prêts immobiliers					
Prêts à taux fixe		5,03%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament		7,96%
Prêts à taux variable		4,45%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable		3,75%
Prêts-relais		5,29%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe		4,77%
Autres prêts					
Prêts d'un montant inférieur à 3 000 euros		20,23%	Découverts en compte (1)		13,28%
Prêts d'un montant compris entre 3 000 euros et 6 000 euros		15,17%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans		4,41%
Prêts d'un montant supérieur à 6 000 euros		10,52%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale		Seuils de l'usure
			Découverts en compte (1)		13,28%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

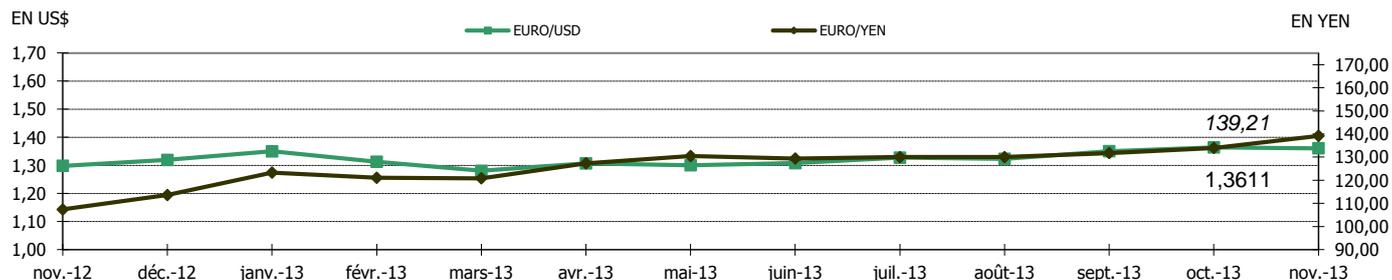
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,3611	EURO/ZAR (Afrique du sud)	13,8610	EURO/SRD (Surinam)	4,4852
EURO/JPY (Japon)	139,2100	EURO/BWP (Botswana)	11,7320	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,4329
EURO/CAD (Canada)	1,4394	EURO/SCR (Seychelles)	16,4310	EURO/DOP (Rép. Dom.)	57,7574
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,83270	EURO/MUR (Maurice)	40,7624	EURO/BBD (La Barbade)	2,7183
EURO/SGD (Singapour)	1,7082	EURO/BRL (Brésil)	3,1587	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,6893
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,5523	EURO/VEF (Vénézuéla)	8,5519	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	3064,8856	EURO/XCD (Dominique)	3,6697	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur et responsable de la publication : N. de SEZE

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 164, rue de Rivoli - 75001 Paris

Achevé d'imprimer le 17 décembre 2013 - Dépôt légal : décembre 2013 - ISSN 1284-4438